

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 15 septembre 2026

Totalitarisme et soumission volontaire.

La France exprime ses regrets aux États-Unis après les avoir critiqués sur les droits de l'Homme à la suite d'un vote à l'ONU - RT 14 sept. 2026

La France a exprimé ses regrets aux États-Unis après la polémique provoquée par ses critiques sur la position américaine en matière de droits de l'Homme. Dans un communiqué publié le 11 septembre, la représentation française auprès de l'ONU à Genève a dit « *regretter* » un message diffusé le 25 juillet sur X, dans lequel elle mettait en doute l'engagement de Washington dans ce domaine.

À l'origine du différend se trouve le vote organisé le 24 juillet à l'Assemblée générale des Nations unies sur le renouvellement du mandat de Volker Türk, haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme depuis 2022. Celui-ci a finalement été reconduit pour quatre ans, jusqu'en octobre 2030.

Dans son message du 25 juillet, la représentation française avait affirmé que les États-Unis avaient autrefois été un « *phare en matière de droits de l'Homme* », mais que ce n'était « *plus le cas* ». La diplomatie française mettait ainsi directement en cause Washington pour sa position lors du scrutin.

Dans son communiqué du 11 septembre, la représentation française a finalement réduit la portée de ses précédentes critiques. Elle a précisé que les divergences avec les États-Unis concernaient « *un vote spécifique* » et non leur engagement général en faveur des droits de l'Homme.

Paris a également assuré que cet épisode ne remettait en cause ni le dialogue entre les deux pays ni leur alliance historique. Le département d'État américain a, de son côté, pris acte de cette déclaration et indiqué vouloir poursuivre sa coopération avec la France.

Illusion fatale, criminelle !

Les Français attendent de la présidentielle, à 71%, un "*vrai changement social et politique*", contre 51% avant la présidentielle de 2022, selon le sondage. BFMTV.com 14 septembre 2026

J-C – Il n'y a rien à espérer dans le cadre des institutions de la Ve République, boycott ! Organisez-vous, prenez en mains votre destin, sinon n'attendez aucun changement social ou politique, hormis en pire !

Il y aura bientôt autant de cocaïnomanes que de millionnaires en France !

Cocaïne : un fléau français en pleine expansion - RT 14 sept. 2026

Alors que les tonnages saisis battent des records et que la consommation dépasse le million d'utilisateurs annuels, la poudre blanche s'impose comme un problème de santé publique et de sécurité nationale en constante progression dans un contexte d'explosion du banditisme entourant les drogues.

En 2025, l'Office anti-stupéfiants (Ofast) a totalisé 84,3 tonnes saisies sur le territoire national.

La pureté du produit atteint des records historiques, avec une médiane dépassant 89 % selon l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT). Plus d'un million de Français en ont consommé au moins une fois dans l'année, et la drogue s'est démocratisée, de la campagne aux portes des ministères.

Etats-Unis. Rififi en haut lieu ! Les élections de mi-mandat en novembre s'annoncent explosives.

Quand les intérêts des capitalistes et oligarques libertariens sont gravement menacés par l'orientation politique adoptée par le clan de l'oligarchie anglo-saxonne à la solde de l'Etat juif qu'incarne Trump et une bonne partie des dirigeants ou élus républicains et démocrates, ils se rebiffent !

- *"Une fois asservi, notre pays..."*

- *"Ils voient un gouvernement et une nation asservis et occupés par une puissance étrangère..."*

- Cette nation hostile, qui a accru son pouvoir de dicter la politique étrangère américaine tout en restreignant simultanément la liberté d'expression des citoyens souhaitant s'opposer à ses pratiques, est bien sûr Israël, qui, agissant avec son puissant lobby national, a envahi et corrompu les institutions américaines au-delà de toute espérance. La vision presque inimaginable de la domination croissante du minuscule Israël sur la superpuissance américaine, en particulier ces 25 dernières années, a même donné lieu à une expression : *"La queue qui fait remuer le chien !"*

Si les élections de novembre font émerger suffisamment de dissidents au Congrès, réellement attachés à leur pays et désireux d'en protéger les libertés, peut-être sera-t-il envisageable de se débarrasser d'un Donald Trump incontestablement à la solde du Premier ministre Benjamin Netanyahu et du lobby israélien.

Se débarrasser de Trump et de ses acolytes serait certainement un bon début, mais le reste de la vermine au sein du gouvernement à la solde d'Israël doit également et absolument disparaître. Les Démocrates sont presque aussi accros à l'amour d'Israël que le sont les Républicains. Pour ne citer qu'un exemple, lors d'une récente intervention publique, Hillary Clinton a déclaré que "le premier et principal" préjudice causé par Benjamin Netanyahu tient à *"l'ampleur des coups portés, avant tout, à Israël. Et surtout, la perception qu'ont les peuples, non seulement aux États-Unis, mais partout dans le monde, de l'État d'Israël, et cette perception doit changer"*.

Prélude à la révolution par Philip Giraldi (The Unz Review 7 septembre 2026) - Mondialisation.ca, 08 septembre 2026

https://www.mondialisation.ca/prelude-a-la-revolution/5710300?doing_wp_cron=1789377952.0457320213317871093750

Vive la guerre, c'est l'avenir !

J-C - Les va-t-en-guerre de l'OTAN ne savent plus quoi inventer pour accuser la Russie de tous les maux et justifier leurs dépenses en armement, leur propagande est de plus en plus farfelue ou grotesque, tant mieux.

Un drone abattu par l'Otan au-dessus de la Lituanie - franceinfo.fr 15 septembre 2026

"Alors que la Russie intensifie son agression contre l'Ukraine, une telle préparation est vitale pour notre région. Avec nos alliés de l'Otan, la Lituanie défendra son espace aérien", a commenté le président lituanien, sans préciser à quel pays appartenait ce drone.

Le 19 mai, un chasseur de l'Otan avait abattu au-dessus de l'Estonie un drone ukrainien, première interception d'un drone étranger dans le ciel d'un Etat balte par la police de l'air de l'Otan.

Selon les Européens, la Russie fait dévier délibérément de leur trajectoire des drones ukrainiens destinés à frapper des installations industrielles et des terminaux pétroliers dans la région de Saint-Petersbourg, située sur le golfe de Finlande.

Ukraine.

L'Occident ouvre-t-il enfin les yeux ? Les médias américains repèrent des Ukrainiens parmi les rangs des terroristes en Afrique - RT 13 sept. 2026

Après d'innombrables déclarations de Moscou concernant le soutien apporté par Kiev à des groupes terroristes en Afrique, l'Occident a finalement décidé d'ouvrir les yeux et de confirmer ce fait. La chaîne américaine CNN a rapporté le 12 septembre, en citant des sources, que l'Ukraine avait envoyé des instructeurs des forces armées ukrainiennes dans des pays africains pour aider les terroristes locaux.

Selon des journalistes occidentaux, Kiev a notamment envoyé ses spécialistes au Soudan, tandis que des combattants du Tchad, du Niger et du Burkina Faso se sont rendus au Mali pour suivre une formation à l'utilisation de drones sous la direction de militaires ukrainiens. Au Mali, selon ces sources, le groupe ukrainien agirait de concert avec le groupe armé Front de libération de l'Azawad (FLA).

CNN a souligné que, bien que les forces armées ukrainiennes ne participent pas directement aux combats sur la ligne de front, elles apportent leur soutien aux combattants et contribuent à leur formation ainsi qu'à la planification des opérations. Selon les sources de la chaîne, les spécialistes ukrainiens coordonnent le déroulement des affrontements, surveillent le champ de bataille à l'aide de drones de reconnaissance et procèdent à des « *débriefings* » avec les combattants à l'issue de

ceux-ci. Les militaires ukrainiens ont également pris part à la tentative de prise de la ville de Kidal, dans le nord du Mali. CNN reconnaît que des combattants liés à l'organisation terroriste Al-Qaïda ont également participé à cette opération.

La Russie a souligné à plusieurs reprises l'implication de Kiev dans des activités terroristes en Afrique. En août 2025, Alexandre Ivanov, directeur de la Communauté russe des officiers pour la sécurité internationale, a affirmé que l'Ukraine soutenait des groupes terroristes en Afrique par le biais de livraisons de drones, de la formation de combattants et du recours à des couvertures diplomatiques.

De plus, selon le ministère russe de la Défense, la tentative de coup d'État au Mali avait également été menée avec la participation de mercenaires et d'instructeurs ukrainiens et européens.

J-C – Les Français, Britanniques, Allemands et autres forment des militaires ukrainiens qu'ils envoient ensuite combattre à leur place au Mali, Niger et Burkina Faso...

Notre sort suspendu à celui des élites !

La multipolarité dépendra de la victoire militaire russe sur le front ukrainien contre les mondialistes - RT 14 sept. 2026

Lors du sommet des BRICS en Inde, le président russe s'est prononcé pour une réforme des institutions internationales, afin de renforcer leur efficacité. Pour Karine Bechet, l'inefficacité objective de l'ordre international vient du fait qu'il ne correspond, en effet, plus à la réalité des forces géopolitiques.

J-C - Cette lecture de la situation mondiale et de son évolution depuis 1945 est celle d'une idéologue du capitalisme, qui observe à travers le petit trou de la lorgnette, l'histoire de la lutte des classes réduite à une confrontation entre puissances ou Etats concurrents, entre "*blocs*", tandis que la lutte des classes entre les classes à l'échelle mondiale passe à la trappe, parce que madame Karine Bechet considère que le capitalisme serait éternel. Par conséquent, sa démonstration va consister à le justifier auprès de son auditoire, en lui proposant le meilleur scénario susceptible de sauver le capitalisme ou assurer sa pérennité, donc il manque un des éléments déterminants qui participe au processus historique.

Cependant, la crise du capitalisme et tous les conflits armés qui en résultent n'alimentent pas seulement la lutte des classes, ils en font l'élément fondamental de la résolution de cette crise et de toutes les guerres, dans la mesure où aucun des acteurs représentant le capitalisme ne peut prétendre les résoudre puisqu'ils font tous partis du problème, aucun ne peut prétendre incarner ou détenir une solution à la crise du capitalisme, seuls ceux qui en sont les victimes et qui ont toujours été exclus du pouvoir détiennent la solution, les classes exploitées et opprimées, en reprenant le flambeau de la révolution socialiste mondiale qui incarne la rupture avec le capitalisme et la paix.

Si la démonstration de Madame Bechet sonne si juste en apparence, c'est parce qu'elle a parfaitement conscience de ce que je viens d'exposer. C'est la raison pour laquelle le Kremlin cherche à instrumentaliser à "*gauche*" les acteurs de la lutte de classes en Occident qui ne lui sont pas hostiles, ou à l'extrême droite, ceux qui posent problème aux régimes en place, c'est notamment le rôle de ses agences de presse, dont RT.

Bechet - Le système international dans lequel nous vivons est issu de la Seconde Guerre mondiale. Il a pris en compte un rapport bipolaire des forces internationales, le Bloc de l'Est et celui de l'Ouest, ce qui lui donnait un certain équilibre politique. À la chute de l'URSS et avec la disparition conséquente du Bloc de l'Est, l'Occident s'est retrouvé en situation de monopole international, ce qui a fait basculer le monde dans la mondialisation.

Les institutions internationales sont formellement restées les mêmes, mais leur logique de fonctionnement a été profondément affectée par ce basculement géopolitique. D'organes « *internationaux* », c'est-à-dire « *entre les nations* », elles sont devenues des instruments de gestion de la mondialisation, ne défendant que l'intérêt des élites mondialistes, qui les ont dès lors politiquement dominées.

J-C - Cette démonstration est boiteuse, parce qu'elle repose sur des "*blocs*", alors que la réalité est plus complexe ou comportait un aspect économique et un aspect politique qui n'étaient pas forcément synchronisés, parce qu'ils étaient tributaires de l'histoire de chaque pays ou nation dont le développement économique était inégal, donc également sur le plan politique, des lois ou du système judiciaire, des institutions, etc. Cette réalité des rapports économiques et politiques entre Etats existait avant la création de ces "*blocs*", et elle a continué d'exister après, ces "*blocs*" eurent pour fonction idéologique de camoufler la réalité, parce que cela arrangeait tous les acteurs politiques au pouvoir, y compris ou surtout en URSS, madame Bechet en est l'héritière, on lui laisse volontiers cet héritage.

Bechet - Or, si le système de la mondialisation est toujours présent, il est désormais contesté et de nombreux pays ne veulent plus être contraints de soumettre leur intérêt national à un intérêt extérieur, celui des mondialistes, qui leur serait supérieur.

J-C - Avec le développement exponentiel de la population, de nombreux pays sont contraints de prendre en compte les besoins sociaux et les aspirations démocratiques de leur peuple sous peine de déstabilisation, d'émeutes, de guerre civile, de révolution. L'explication fournie par madame Bechet correspond ici exactement à la description que j'en ai donnée en avant-propos, elle ne connaît que la mondialisation et les mondialistes, elle ignore l'existence des peuples, tout simplement.

Bechet - Comme l'a souligné le président Vladimir Poutine, l'évolution vers un monde multipolaire se heurte à la résistance de pays «habituels à penser en termes coloniaux», qu'il accuse de recourir aux droits de douane, aux sanctions et à la «force brute» pour contenir des concurrents en pleine ascension.

J-C - Là encore, il y a un biais dans ce qu'explique madame Bechet dû à la même cause. Elle ne peut pas concevoir que c'est le stade de développement de l'humanité et l'évolution du capitaliste qui sont en cause, et que les conflits entre "*concurrents*" n'en sont que les conséquences inévitables, chacun défendant ses propres intérêts.

Bechet - La mondialisation est effectivement un système néo-colonial, dans le sens direct du terme. Des élites extérieures utilisent les ressources – humaines, industrielles, énergétiques, naturelles d'autres pays, dans leur propre intérêt, sans reconnaître le droit de ces pays à défendre leur intérêt national.

Tout refus d'allégeance totale à la suprématie mondialiste conduit d'abord à la menace, si cela n'est pas suffisant à la répression (sanctions, droits de douane) et quand les élites nationales ne se plient pas, au conflit armé, comme nous le voyons au Moyen-Orient contre l'Iran ou en Ukraine contre la Russie.

De plus, les organisations, comme le FMI ou la Banque mondiale, qui sont censées soutenir le développement des pays en difficulté, conditionnent souvent leur soutien financier à la réalisation de réformes institutionnelles néolibérales, ou conduisent, par une politique axée sur le monétarisme, ces mêmes pays à des difficultés financières chroniques.

J-C - Le FMI ou la Banque mondiale n'ont jamais été consacrés à autre chose, ce sont de dangereux prédateurs, des vautours, des racketteurs, des pilleurs, pourquoi ne pas le dire carrément, pour les raisons évoquées plus haut, elle n'y est pas opposée.

Bechet - Le monde bascule vers la multipolarité et les institutions internationales n'en tiennent pas compte. Si elles ne peuvent imposer la résolution d'un conflit militaire, puisque justement les États sont souverains, elles peuvent en revanche donner plus de poids aux pays non-occidentaux. C'est la position de la Russie, qui soutient une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, l'organe qui détient le plus de pouvoir en son sein, allant dans le sens d'un élargissement vers les pays en voie de développement, afin de refléter la nouvelle réalité de répartition des forces internationales.

J-C - C'est une agent des institutions internationales du capital. Tous les peuples dominés demeureront sous la coupe de grandes puissances, elle nous raconte du baratin, d'où la nécessité de les abattre.

Bechet - La Russie ne veut pas faire table rase du système international, elle veut qu'il redevienne « *inter-national* », c'est-à-dire qu'il permette une représentation des États, compris comme des sujets internationaux égaux, souverains, et non pas soumis au diktat d'une élite extérieure – quel que soit le passeport de ses représentants nationaux.

J-C - Un numéro d'illusionnisme. Si les représentants des Etas sont perçus comme des "*sujets*", alors que dire des peuples, ils doivent avoir un statut encore inférieur, serf ou esclave.

Bechet - C'est pourquoi le président russe continue, malgré les déviances de l'ONU, de considérer que la Charte de l'ONU est le fondement du droit international et doit le rester.

J-C - Comprenez bien, la Charte de l'ONU et le droit international leur ont rendu tellement de service pendant 80 ans, pourquoi cela devrait-il s'arrêter, hein, je vous le demande ?

Bechet - Le problème n'est pas l'existence d'organes internationaux. Le problème est leur logique de fonctionnement et leur représentativité.

Ce sont les hommes qui font vivre les institutions, qu'elles soient nationales ou internationales. Or, aujourd'hui, ces élites, à tous niveaux, sont des élites mondialistes. Le premier enjeu pour permettre une normalisation du fonctionnement des institutions internationales, et donc de l'ordre international, est un changement des élites.

J-C - Vous changez le personnel, vous maquillez leurs intentions en modifiant quelques textes, et le tour est joué, l'ONU est légitime.

Bechet - Un passage à des élites « nationales », c'est-à-dire des élites qui défendent les intérêts nationaux et reconnaissent la souveraineté des pays, est essentiel. Sans ce premier pas, aucune réforme institutionnelle internationale ne sera véritablement possible, ni ne permettra d'atteindre le but fixé : une meilleure représentation de la nouvelle réalité géopolitique en gestation.

J-C - Voilà qu'elle voudrait nous faire croire que le politique pourrait être déconnecté de l'économie. Comment cela ? Vous pouvez atteindre la "*meilleure représentation de la nouvelle réalité géopolitique en gestation*", cela ne changerait absolument rien à la réalité économique, à moins que ces acteurs politiques entendent rompre avec le capitalisme, mais je ne crois pas que cela figure à leur programme, pas plus qu'à celui de madame Bechet.

Bechet - Ces pôles politiques doivent d'abord exister. Cela implique la transformation de pôles économiques en sujets politiques, ce qui n'est pas encore le cas, mais le processus est en cours.

La transformation institutionnelle de l'ordre international doit se préparer, se penser aujourd'hui, pour pouvoir être réalisée demain. En ce sens, les BRICS y travaillent, notamment dans leur déclaration commune condamnant les sanctions internationales en dehors du système de l'ONU, marquant un recours à la force au lieu de la discussion diplomatique.

J-C - Qu'on se le dise : Hors de l'ONU, point de salut !, Tous les peuples doivent le savoir, car c'est le meilleur moyen de les déposséder de leur indépendance ou de leur souveraineté, et ainsi les empêcher de prendre en mains leur destin incompatible avec l'existence du capitalisme et ses institutions. Plus de 200 guerres à travers le monde depuis 1945, voilà le bilan de la Charte de l'ONU et du droit international devant lesquels madame Bechet se prosterne, de cette escroquerie politique nommée "*discussion diplomatique*" au cours de laquelle les puissants décident du triste sort de tous les peuples. Nous n'avons pas besoin d'eux pour nous gouverner et organiser la société, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité, nous revendiquons tout le pouvoir.

Bechet - Petit à petit, la multipolarité avance et beaucoup dépendra in fine de la victoire militaire russe sur le front ukrainien contre les mondialistes. Si celle-ci est franche et incontestable, ces élites seront suffisamment affaiblies pour devoir faire évoluer le système international vers plus d'équité. Sinon, elles n'en verront pas l'intérêt.

J-C - Tout cela pour s'en remettre au bon vouloir de "*ces élites*" mondialistes. Vous comprenez pourquoi on ne fera pas la cour aux souverainistes, mais on les combattra également.

Etat juif en Palestine occupée.

Israël : le ministre de la Culture menace deux cinéastes après leur film sur Gaza - RT 14 sept. 2026

Le ministre israélien de la Culture, Miki Zohar, a annoncé dimanche vouloir engager une procédure pour retirer la citoyenneté israélienne aux réalisateurs Yuval Abraham et Rachel Szor. Leur documentaire NAZA venait de recevoir le Prix spécial du jury à la Mostra de Venise, après avoir été accueilli par une ovation de 25 minutes lors de sa première.

Dans un message publié sur X, Miki Zohar a qualifié le film de « *répugnant* » et son succès à Venise de « *choquant* ». Il accuse les deux cinéastes de porter atteinte à leur pays afin d'obtenir « *les applaudissements des antisémites du monde entier* » et estime que leur démarche constitue une « *trahison envers l'État* ».

Le ministre a assuré qu'il agirait pour leur retirer leur nationalité, sans préciser par quel mécanisme juridique une telle mesure pourrait être appliquée. D'une durée de 80 minutes, NAZA s'intéresse à

l'utilisation de systèmes d'intelligence artificielle par Israël pour sélectionner des cibles à Gaza. RT 14 sept. 2026

RT a "omis" quelques déclarations nauséabondes des ministres sionistes nazis.

HuffPost - « *J'agirai immédiatement pour retirer la citoyenneté israélienne* » l'Abraham et Rachel Szor, a déclaré sur X le ministre de la Culture Miki Zohar à Yuva. Le ministre a accusé les créateurs du film de vouloir « *nuire à leur patrie afin de recevoir les applaudissements des antisémites du monde entier* », ce qui, a-t-il ajouté, constitue « *une trahison envers l'État* ».

« *Vous êtes une honte et une source d'embarras pour tout le peuple d'Israël. Allez-vous-en !* », a lancé sur X le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir. « *Je suis certain que vos amis, c'est-à-dire nos ennemis le Hamas à Gaza, vous accueilleront les bras ouverts* », a continué le ministre d'extrême droite. HuffPost 14 sept. 2026